

Haltes soins addictions : les inspections ministérielles confirment qu'il s'agit d'un outil essentiel pour la santé publique et la tranquillité urbaine. Il est temps de les pérenniser

La presse a rendu public un rapport commandé par les ministères de l'Intérieur et de la Santé sur les haltes soins addictions (HSA, anciennement salles de consommations à moindre risque). Ce rapport confirme sans équivoque l'utilité et l'importance des HSA pour préserver la vie et la santé des personnes consommatrices de drogues dans l'espace public mais également pour la tranquillité publique dans les quartiers concernés. Gaïa Paris et Ithaque, associations gestionnaires des deux salles existantes, et la Fédération Addiction réaffirment leur engagement auprès des usagers, des riverains et des institutions, et appellent à modifier la loi afin de pérenniser cet outil.

Les HSA, une efficacité reconnue pour la santé publique et la tranquillité urbaine

Le [rapport de l'Inspection générale de l'administration \(IGA\) et de l'Inspection générale des affaires sociales \(IGAS\)](#) a été rendu aux ministères en octobre 2024. Il note que les HSA, expérimentées en France depuis 2016, apportent des bénéfices concrets :

- **Réduction significative des risques de contamination par le VIH et l'hépatite C** : 550 000 injections supervisées ont eu lieu dans les deux salles depuis 2016 plutôt que dans l'espace public ou les interstices urbains.
- **Réduction des nuisances publiques** : le nombre de seringues collectées autour de la HSA parisienne a diminué de 150 à moins de 10 par jour.
- **Amélioration de l'accès aux soins** : en 2023, 145 usagers ont été orientés vers des traitements adaptés, et des centaines de consultations médicales et sociales ont été réalisées.
- À Strasbourg, la supervision a permis d'identifier des tendances comme l'augmentation du recours au fentanyl, jouant un rôle crucial de **vigie sanitaire**.
- À Paris, la salle permet **le lien avec un public très précaire et désaffilié**, très éloigné des politiques publiques : 79 % de sans-abri, 49 % sans couverture sociale, 65 % sans ressources.

Ces données confirment l'apport des HSA dans une approche globale de santé publique et de réduction des dommages liés à la consommation de drogues. Ce rapport de l'IGA et de l'IGAS est ainsi cohérent avec les précédents, notamment [l'évaluation publiée par l'INSERM](#) en 2021 qui soulignait aussi les bénéfices des HSA sur le plan sanitaire et sécuritaire.

Un rapport issu d'une large consultation et associant tous les acteurs

Ce rapport IGAS-IGA a été commandé par les ministres de l'Intérieur et de la Santé au printemps 2024. Il repose sur une consultation approfondie au cours de laquelle plus de **170 personnes** ont été auditionnées, incluant :

- des riverains, partageant leur expérience des impacts locaux des HSA ;
- des usagers de drogues, témoignant de leur parcours et de l'importance des salles ;
- des professionnels des HSA et de la réduction des risques, apportant leur expertise terrain ;
- des représentants de la police et de la justice, soulignant l'importance de ces dispositifs pour réduire les nuisances et délits liés à la consommation visible ;
- des élus locaux et des responsables institutionnels, favorables à une approche coordonnée de santé publique.

Si Gaïa Paris, Ithaque et la Fédération Addiction regrettent que ce rapport ait été diffusé par voie de presse avant d'être adressé aux parties prenantes, elles se réjouissent que la large consultation menée par les inspecteurs confirme la place indispensable des HSA dans la prise en charge sanitaire et sociale des usagers de drogues, notamment ceux très éloignés des dispositifs de soin, et leur rôle fédérateur auprès des acteurs locaux.

Un dialogue transparent entre associations, riverains, État et collectivités est indispensable pour envisager sereinement l'avenir du dispositif.

La pérennisation des HSA : une nécessité pour tous

La mission IGAS-IGA alerte sur les conséquences d'une non-pérennisation des HSA :

- **Détérioration de la santé des usagers**, exposés à des risques accrus d'infections, de surdoses et de complications graves.
- **Retour des nuisances publiques**, avec une recrudescence des consommations visibles dans l'espace urbain.
- **Mobilisation inutile des forces de l'ordre**, détournées de leurs missions prioritaires pour gérer les conséquences d'un éventuel retour à l'espace public.

Gaïa Paris, Ithaque et la Fédération Addiction demanderont donc au futur gouvernement de déposer au plus vite un projet de loi afin de transformer ces expérimentations en dispositifs pérennes, et d'envisager l'ouverture de nouvelles HSA, en adéquation avec les besoins des territoires tels qu'identifiés par les acteurs locaux (associations, agences régionales de santé et collectivités).

À propos

La **Fédération Addiction** est le principal réseau en France dédié aux questions liées aux drogues et aux addictions : elle regroupe 850 établissements et services de santé ainsi que plus de 500 professionnels de la prévention, du soin, de l'accompagnement et de la réduction des risques. La Fédération Addiction s'intéresse à toutes les addictions et toutes les drogues, légales ou illégales. Elle défend des politiques qui mettent l'accent sur la santé publique et les besoins des usagers.

Gaïa Paris et **Ithaque** gèrent les haltes soins addictions de Paris et Strasbourg respectivement. Les deux associations sont adhérentes de la Fédération Addiction.

Contacts presse

Fédération Addiction

Benjamin Tubiana-Rey
responsable plaidoyer et communication
b.tubiana-rey@federationaddiction.fr
06 15 62 81 08

Gaïa Paris

Victor Detrez
directeur adjoint
victor.detrez@gaia-paris.fr

Ithaque

Gauthier Waeckerle
directeur
g.waeckerle@ithaque-asso.fr
06 82 64 39 82